



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

HAUTE-SAVOIE

RECUEIL DES ACTES
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL
N°74-2019-026

PUBLIÉ LE 1 FÉVRIER 2019

Sommaire

74_Préf_Präfecture de Haute-Savoie

74-2019-02-01-006 - Arrêté n° PREF/DRHB/BOA 2019-004 donnant délégation de signature au directeur de la direction interministérielle départementale du numérique et des systèmes d'information et de communication DIDNSIC (2 pages)

Page 3

74-2019-02-01-005 - Arrêté n° PREF/DRHB/BOA/2019-003 donnant délégation de signature à M. le directeur de la citoyenneté et de l'immigration, aux chefs de bureau et agents (7 pages)

Page 6

74_Préf_Préfecture de Haute-Savoie

74-2019-02-01-006

Arrêté n° PREF/DRHB/BOA 2019-004 donnant délégation
de signature au directeur de la direction interministérielle
départementale du numérique et des systèmes
d'information et de communication DIDNSIC



PRÉFET DE LA HAUTE-SAVOIE

Préfecture

Direction des ressources humaines
et du budget

Bureau de l'organisation administrative
Références : BOA/AF (DIDNSIC)

Annecy, le 1^{er} février 2019

Officier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

ARRETE N° PREF/DRHB/BOA-2019-004

donnant délégation de signature au directeur de la direction interministérielle départementale du numérique et des systèmes d'information et de communication (DIDNSIC)

VU le code de justice administrative et notamment ses articles R.414-1 et suivants et R.611-8-2 et suivants ;

VU les dispositions de la loi n° 82.213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret n° 2004.374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements et notamment son article 43 ;

VU le décret du 3 novembre 2016 portant nomination de M. Pierre LAMBERT, préfet, en qualité de préfet de la Haute-Savoie ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2012172-0021 du 20 juin 2012 portant création du service interministériel départemental des systèmes d'information et de communication (SIDSIC) ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2012186-0013 du 04 juillet 2012 portant nomination chef du service interministériel départemental des systèmes d'information et de communication ;

VU l'arrêté préfectoral n° PREF/DRHB/BOA/2018-014 du 14 juin 2018 portant organisation des services de la préfecture et des sous-préfectures de Haute-Savoie ;

VU la décision préfectorale du 7 novembre 2018 portant nomination de M. Pierre LAURENT en qualité de directeur de la direction interministérielle départementale du numérique et des systèmes d'information et de communication (DIDNSIC), à compter du 8 juin 2018 ;

SUR proposition de Mme la secrétaire générale de la préfecture ;

ARRETE

Article 1 : Délégation de signature est donnée à M. Pierre LAURENT, ingénieur hors classe des systèmes d'information et de communication, directeur de la direction interministérielle départementale du numérique et des systèmes d'information et de communication de la Haute-Savoie, à l'effet de signer toute correspondance relevant du service dont il a la charge, à l'exception des documents suivants :

- arrêtés présentant un caractère réglementaire général ou de principe ;
- correspondances destinées aux ministres, parlementaires, conseillers régionaux et conseillers départementaux ;
- circulaires aux maires ;
- instructions aux chefs des services départementaux ;
- nomination des membres des comités, conseils et commissions ;
- décisions d'attributions de subventions.

Article 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Pierre LAURENT, directeur de la direction interministérielle départementale du numérique et des systèmes d'information et de communication, délégation de signature est donnée, dans les conditions fixées par l'article 1er du présent arrêté, à M. Pierre GARDET, adjoint au directeur de la direction interministérielle départementale du numérique et des systèmes d'information et de communication de la Haute-Savoie.

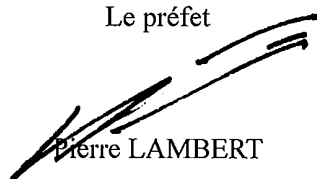
Article 3 : Délégation de signature est donnée à M. Pierre LAURENT, directeur de la direction interministérielle départementale du numérique et des systèmes d'information et de communication, à l'effet de prescrire les engagements juridiques dans la limite inférieure de 1 000 € et attester le service fait des dépenses de fonctionnement du centre de coût PRFML 03 – direction interministérielle départementale du numérique et des systèmes d'information et de communication de la Haute Savoie.

Article 4 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Pierre LAURENT, directeur de la direction interministérielle départementale du numérique et des systèmes d'information et de communication, délégation est donnée à M. Pierre GARDET, adjoint au directeur de la direction interministérielle départementale du numérique et des systèmes d'information et de communication, à l'effet de prescrire les engagements juridiques dans la limite inférieure de 1 000 € et attester le service fait des dépenses de fonctionnement du centre de coût PRFML 03 - direction interministérielle départementale du numérique et des systèmes d'information et de communication de la Haute Savoie .

Article 5 : . Toutes dispositions antérieures au présent arrêté sont abrogées.

Article 6 : Mme la secrétaire générale de la préfecture, M. le directeur de la direction interministérielle départementale du numérique et des systèmes d'information et de communication (DIDNSIC) de la Haute-Savoie et son adjoint sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Le préfet



Pierre LAMBERT

74_Préf_Préfecture de Haute-Savoie

74-2019-02-01-005

Arrêté n° PREF/DRHB/BOA/2019-003 donnant délégation
de signature à M. le directeur de la citoyenneté et de
l'immigration, aux chefs de bureau et agents



PREFET DE LA HAUTE-SAVOIE

Préfecture

Direction des ressources humaines
et du budget

Bureau de l'organisation administrative
Références : BOA/ AF (DCI)

Anney, le 1^{er} février 2019

LE PRÉFET DE LA HAUTE-SAVOIE
Officier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

ARRETE N° PREF/DRHB/BOA/2019-003

donnant délégation de signature à M. le directeur de la citoyenneté et de l'immigration, aux chefs de bureau et agents

VU le code de justice administrative et notamment ses articles R.414-1 et suivants et R.611-8-2 et suivants ;

VU les dispositions de la loi n° 82.213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret n° 2004.374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements et notamment son article 43 ;

VU le décret du 3 novembre 2016 portant nomination de M. Pierre LAMBERT, Préfet, en qualité de Préfet de la Haute-Savoie ;

VU l'arrêté préfectoral n° PREF/DRHB/BOA/2018-014 du 14 juin 2018 portant organisation des services de la préfecture et des sous-préfectures de Haute-Savoie ;

VU la décision préfectorale du 23 août 2017 nommant M. Jean-Yves JULLIARD, conseiller d'administration de l'intérieur et de l'outre-mer, en qualité de directeur de la citoyenneté et de l'immigration, à compter du 1^{er} septembre 2017;

VU les décisions préfectorales portant affectation des personnels au sein de la préfecture ;

SUR proposition de Mme la secrétaire générale,

ARRETE

Article 1: En cas d'absence ou d'empêchement des membres du corps préfectoral, délégation de signature est donnée à M. Jean-Yves JULLIARD, conseiller d'administration de l'intérieur et de l'outre-mer, directeur de la citoyenneté et de l'immigration à l'effet de signer tous arrêtés, décisions, requêtes, recours ou tout autre acte de procédure pris en application du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, et en particulier :

- arrêtés de refus de séjour ;
- décisions de retrait de titre de séjour ;
- obligations de quitter le territoire français ;
- arrêtés fixant le pays de destination ;
- décisions de placement en rétention administrative ;
- décisions de maintien en rétention administrative ;
- décisions de réadmission au regard des accords internationaux
- arrêtés d'assignation à résidence ;
- décisions portant interdiction de retour sur le territoire français ;
- décisions portant interdiction de circulation sur le territoire français ;
- mémoires introductifs d'appels devant les juridictions administratives et devant les juridictions judiciaires ;
- mises en rétention administrative ou assignations à résidence nécessaires à la mise à exécution d'une réadmission, d'une interdiction judiciaire du territoire national, d'un arrêté ministériel ou préfectoral d'expulsion, d'une obligation à quitter le territoire français (OQTF), d'une interdiction de retour sur le territoire français (IRTF) ou d'une interdiction de circulation sur le territoire français (ICTF) ;
- tous les actes, décisions, rapports, requêtes, mémoires, correspondances et documents relatifs à l'exécution des décisions.
-

Article 2 : Sans préjudice des dispositions de l'article 1^{er}, délégation de signature est donnée à M. Jean-Yves JULLIARD, conseiller d'administration de l'intérieur et de l'outre-mer, directeur de la citoyenneté et de l'immigration, à l'effet de signer tous actes, arrêtés, décisions, documents, correspondances administratives dont il a la charge, à l'exception des circulaires aux maires et aux chefs de service, selon la liste qui suit :

1. Correspondances courantes, à l'exclusion des courriers adressés aux administrations centrales, aux parlementaires ainsi qu'aux conseillers départementaux ;
2. Copies conformes, les ampliations d'arrêtés, les bordereaux pièces comptables ;
3. Mandats de paiement, chèques, titres de perception, bordereaux et pièces comptables ;
4. Ordres de mission des agents relevant de la direction pour leurs déplacements dans le ressort de la région ;
5. Inscription et radiation de personnes au fichier des personnes recherchées dans les conditions prévues à l'article 2-IV du décret n° 2010-569 du 28 mai 2010 ;

Bureau de la citoyenneté et des activités réglementées

6. Visa des listes électorales, reçus de dépôt de déclaration de candidature, récépissés et refus de délivrance des récépissés de déclaration de candidature, récépissés de déclaration de retrait de candidature ;
7. Bons de commandes de fournitures et toutes pièces comptables concernant les élections ;
8. Contrats d'embauche à durée déterminée des personnels nécessaires à l'expédition de la propagande électorale (personnels rémunérés sur le chapitre 37-61 du budget du ministère de l'intérieur) ;
9. Habilitations des opérateurs de pompes funèbres ;

10. Autorisations de transport de corps à l'étranger et arrêtés d'inhumation et de crémation en dehors des délais légaux ;
11. Autorisations d'inhumation en terrain privé ;
12. Saisines du président du tribunal administratif aux fins de désignation des commissaires enquêteurs et des commissions d'enquêtes dans les procédures d'enquêtes publiques afférentes aux équipements funéraires ;
13. Délivrance et retrait de cartes de guide interprètes et de conférenciers ;
14. Attestations de conformité des résidences de tourisme en construction ;
15. Décisions accordant le titre de maître-restaurateur ;
16. Récépissés de déclaration, modification et dissolution d'associations (loi de 1901), rescrits administratifs à l'intention des associations susceptibles de recevoir des libéralités pour tout le département ;
17. Récépissés relatifs aux fonds de dotation ; accusés de réception des déclarations de dons et legs ;
18. Agréments et décisions de rejet relatifs aux entreprises de domiciliation d'entreprises ;
19. Formules d'approbation des actes des associations syndicales libres, des associations foncières urbaines libres ;
20. Récépissés d'appel à la générosité publique ;
21. Récépissés de revendeurs d'objets mobiliers ;
22. Attestations de délivrance initiale du permis de chasse ;
23. Dérogations de survol à basse altitude et autorisations des pilotes à utiliser des hélisturfaces ;
24. Récépissés des déclarations d'hébergement collectif ;
25. Opposition à l'organisation d'une manifestation de sport de combat ;
26. Récépissés des déclarations des foires et salons ;
27. Déclarations d'option pour binationaux franco-algérien (accord franco-algérien du 11 novembre 1983) ;
28. Certificats de résidence modèles A et B pour franco-suisse (convention du 16 novembre 1995 relative au service militaire des doubles nationaux) ;
29. Décisions relatives aux cartes nationales d'identité et aux demandes de passeport ;
30. Laissez-passer collectifs pour sorties scolaires, oppositions à la sortie du territoire pour les mineurs ;
31. Décisions relatives aux demandes d'échange des permis de conduire étrangers ;
32. Agréments des gestionnaires de fourrières ;

33. Demandes de fabrication de cartes professionnelles de chauffeur de taxi, cartes professionnelles de chauffeur de voiture de tourisme et attestations d'aptitude médicale des conducteurs visés à l'article R 221-10 du code de la route (professionnels concernés par le transport de personnes) ;

Bureau de l'accueil et du séjour des étrangers

34. Documents de circulation pour étranger mineur résidant en France, titres d'identité républicains, prorogations de visas de court séjour, visas de régularisation, visas de long séjour, avis sur les visas de long séjour ;
35. Titres de séjour, récépissés de demande de titre de séjour et retraits de récépissés, autorisations provisoires de séjour et retraits d'autorisation, refus d'autorisation provisoire de séjour, refus d'enregistrement d'une demande de titre de séjour, attestations de dépôt de demande de titre de séjour irrecevable, confirmation d'une obligation de quitter le territoire français, demande d'avis aux maires ;
36. Décisions sur les demandes d'introduction de familles ;
37. Conventions d'accueil pour les scientifiques-chercheurs étrangers ;
38. Décisions de refus de délivrance du titre de séjour valable 10 ans ;
39. Avis relatifs aux déclarations de nationalité française ; avis favorable pour les demandes de naturalisation par décret ; décisions défavorables de naturalisation par décret.

Bureau de l'asile et de l'éloignement

40. Récépissés constatant la reconnaissance d'une protection, les attestations de demande d'asile et les refus de renouvellement de ces attestations
41. Titres de voyage des réfugiés, les titres de voyage pour apatride, les titres d'identité et de voyage pour les bénéficiaires de la protection subsidiaire et les sauf-conduits ;
42. Laissez-passer délivrés dans le cadre des conventions internationales, sauf-conduits concernant les ressortissants étrangers assignés à résidence dans le département ;
43. Décisions de réadmission au regard des accords internationaux ;
44. Réquisitions pour les transferts d'étrangers ;
45. Saisines du juge des libertés et de la détention aux fins de prolongation de la rétention ;

Bureau du contentieux des étrangers

46. Mémoires en défense auprès des juridictions administratives en matière de contentieux des décisions de refus de séjour, des décisions d'obligation de quitter le territoire français (O.Q.T.F.), des interdictions de retour sur le territoire français (IRTF), des interdictions de circulation sur le territoire français (ICTF), des décisions de maintien en rétention administrative ou d'assignation à résidence, des décisions de transfert prises en application de l'article L742-3 du CESEDA, des décisions de remise prises en application des articles L531-1 ou L531-2 du CESEDA ; mémoires en défense auprès des juridictions judiciaires en matière de contentieux des décisions de placement en rétention administrative, de main levée de rétention administrative et de prolongation de la rétention administrative.
47. Bons de commandes auprès des avocats représentant le Préfet devant les juridictions ;

Article 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Yves JULLIARD, la délégation de signature est consentie à :

- M. Eric CANIZARES, attaché principal d'administration, adjoint au directeur de la citoyenneté et de l'immigration, pour les dispositions visées à l'article 1 et à l'article 2.

Article 4 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Yves JULLIARD et de M. Eric CANIZARES, la délégation de signature visée à l'article 2 est consentie, dans le cadre de leurs attributions respectives à :

- Mme Anne-Charlotte LERICHE, attachée d'administration, cheffe du bureau de la citoyenneté et des activités réglementées, à l'exception des documents visés aux rubriques 9, 13 (retrait), 16 (rescrits administratifs) et 23 ;
- M. Eric ROISSE, secrétaire administratif de classe exceptionnelle de l'intérieur et de l'outre-mer, adjoint au chef de bureau de la citoyenneté et des activités réglementées, chef de section réglementation générale, à l'exception des documents visés aux rubriques 9, 13 (retrait), 16 (rescrits administratifs), 23, 25 ;
- Mme Dominique GOBEL, attachée d'administration de l'État, pour les documents visés aux rubriques 1 à 3, 6 et 7, 10 (autorisations de transport de corps à l'étranger), 16 (à l'exception des rescrits administratifs) à 22, 24, 26 à 28, 30 (laissez-passer collectifs pour sorties scolaires) et 31 ;
- Mme Jacqueline HUGON, attachée principale d'administration, cheffe du bureau de l'accueil et du séjour des étrangers pour les documents visés aux rubriques 1 à 3, 34 à 38 ;
- Mme Marie DUCLAUX, secrétaire administrative de classe exceptionnelle de l'intérieur et de l'outre-mer, adjointe à la cheffe de bureau de l'accueil et du séjour des étrangers, cheffe de la section « instruction », pour tous les documents, pièces, titres et décisions visés aux rubriques 1 à 3, 34 à 38 ;
- M. Pascal CAQUINEAU, secrétaire administratif de classe normale stagiaire de l'intérieur et de l'outre-mer, chef de la section "accueil" au bureau de l'accueil et du séjour des étrangers, pour les autorisations provisoires de séjour, visas de régularisation, demandes d'avis aux maires et attestations de dépôt de demande de titre de séjour irrecevable ;
- Mme Amandine CIR, attachée d'administration, cheffe du bureau de l'asile et de l'éloignement, pour les documents visés aux rubriques 1 à 3, 40, 41 (à l'exception des saufs-conduits), 42 à 45, 46 pour ce qui concerne les mémoires en défense auprès des juridictions judiciaires en matière de contentieux des décisions de placement en rétention administrative ;
- Mme Lucile TORRES, attachée d'administration, adjointe à la cheffe du bureau de l'asile et de l'éloignement, cheffe de la section « éloignement », pour les documents visés aux rubriques 1 et 2, 40 (à l'exception des refus de renouvellement des attestations), 41 (à l'exception des saufs-conduits), 42 (à l'exception des saufs-conduits), 44 et 45 ;
- M. Serge CALVO-GIMENEZ, secrétaire administratif de classe supérieure de l'intérieur et de l'outre-mer, chef de la section « asile », pour les documents visés aux rubriques 40 (à l'exception des refus de renouvellement des attestations), 41 (à l'exception des saufs-conduits) ;
- Mme Odile FREDIANI, attachée d'administration, cheffe du bureau du contentieux des étrangers, pour les documents visés aux rubriques 1 à 3, 46 et 47.

Article 5 : En cas d'absence ou d'empêchement conjoint de la cheffe de la section "instruction" et du chef de la section "accueil", délégation de signature est consentie à :

- Mme Magali GOLDCHMID, secrétaire administrative de classe normale de l'intérieur et de l'outre-mer,
- Mme Carine DOS SANTOS, secrétaire administrative de classe normale de l'intérieur et de l'outre-mer,
- Mme Sandra GIRAUD, secrétaire administrative de classe normale,
- Mme Samia MOUALA, secrétaire administrative stagiaire de l'intérieur et de l'outre-mer,
- Mme Meriem SANHAJI, secrétaire administrative stagiaire de l'intérieur et de l'outre-mer,

pour les autorisations provisoires de séjour, visas de régularisation, demandes d'avis aux maires, et attestations de dépôt de demande de titre de séjour irrecevables.

Article 6 : Délégation de signature est consentie, dans le cadre de la réglementation relative au droit au séjour, à :

- Mme Carine DOS SANTOS, secrétaire administrative de classe normale de l'intérieur et de l'outre-mer,
- Mme Sandra GIRAUD, secrétaire administrative de classe normale,
- Mme Dalila BOUKHARI, secrétaire administrative contractuelle de l'intérieur et de l'outre-mer,
- Mme Samia MOUALA, secrétaire administrative stagiaire de l'intérieur et de l'outre-mer,
- Mme Meriem SANHAJI, secrétaire administrative stagiaire de l'intérieur et de l'outre-mer,
- Mme Séverine COURBOIS, adjointe administrative principale de 2ème classe de l'intérieur et de l'outre-mer,
- Mme Elodie DUCROCQ, adjointe administrative de l'intérieur et de l'outre-mer,
- Mme Evelyne MERLIN, adjointe administrative principale de 1ère classe de l'intérieur et de l'outre-mer,
- Mme Marie-Ange ROCHY, adjointe administrative principale de 2ème classe de l'intérieur et de l'outre-mer,
- Mme Sandrine SAYDE, adjointe administrative principale de 2ème classe de l'intérieur et de l'outre-mer,
- Mme Nicole SERVETTAZ, adjointe administrative principale de 1ère classe de l'intérieur et de l'outre-mer,
- Mme Sylvie PERNELLE, adjointe administrative principale de 2ème classe de l'intérieur et de l'outre-mer,
- Mme Alketa KODRA, agent contractuel,
- Mme Helena GOMES ALVES, agent contractuel,
- Mme Anaïs ROY, agent contractuel,
- Mme Emina ADEMOVIC, agent contractuel,
- Mme Hélène LE TERTRE, agent contractuel,

à l'effet de signer les récépissés de demande de titre de séjour.

Article 7 : Délégation de signature est consentie, dans le cadre de la réglementation relative au droit au séjour, à :

- Mme Carine DOS SANTOS, secrétaire administrative de classe normale de l'intérieur et de l'outre-mer,
- Mme Magali GOLDSCHMID, secrétaire administrative de classe normale de l'intérieur et de l'outre-mer,
- Mme Sandra GIRAUD, secrétaire administrative de classe normale,
- M. Pascal CAQUINEAU, secrétaire administratif de classe normale stagiaire de l'intérieur et de l'outre-mer,

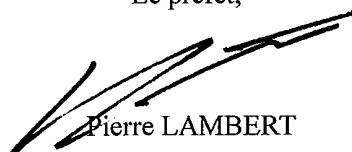
- Mme Dalila BOUKHARI, secrétaire administrative contractuelle de l'intérieur et de l'outre-mer,
- Mme Samia MOUALA, secrétaire administrative stagiaire de l'intérieur et de l'outre-mer,
- Mme Meriem SANHAJI, secrétaire administrative stagiaire de l'intérieur et de l'outre-mer,
- Mme Marie-Ange ROCHY, adjointe administrative principale de 2ème classe de l'intérieur et de l'outre-mer,
- Mme Elodie DUCROCQ, adjointe administrative de l'intérieur et de l'outre-mer,
- Mme Nicole SERVETTAZ, adjointe administrative principale de 1ère classe de l'intérieur et de l'outre-mer,
- Mme Anaïs ROY, agent contractuel,
- Mme Emina ADEMOVIC, agent contractuel,
- Mme Hélène LE TERTRE, agent contractuel,

à l'effet de signer les renouvellements de titres de séjour de 10 ans, les modifications de titres de séjour (adresse et état civil) et duplicatas de titres de séjour.

Article 8 : Toutes dispositions antérieures au présent arrêté sont abrogées.

Article 9 : Mme la secrétaire générale, M. le directeur de la citoyenneté et de l'immigration, Mmes et Mmes et M. les agents visés dans la présente délégation sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Haute-Savoie.

Le préfet,



Pierre LAMBERT